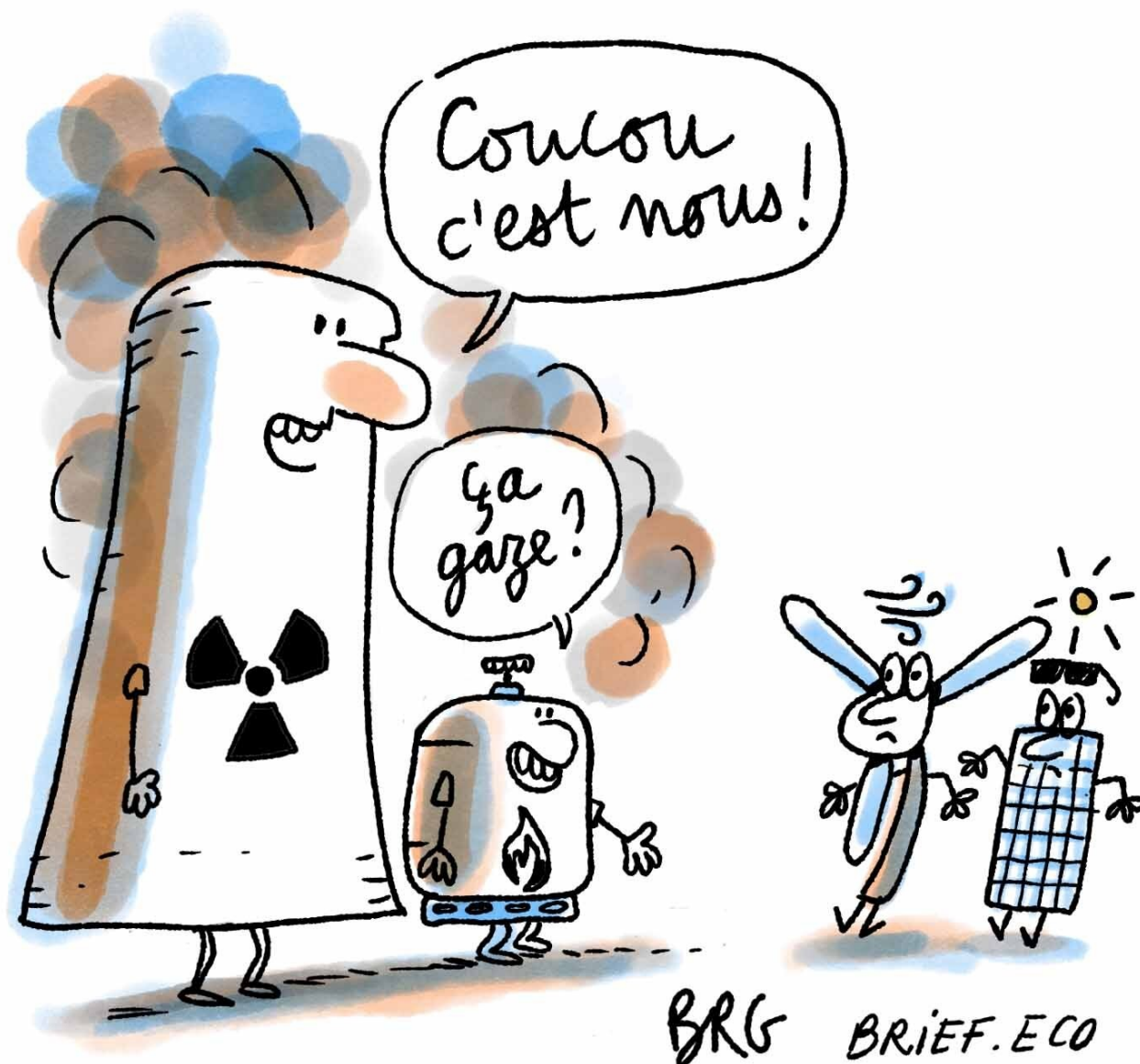


La transition énergétique de l'UE

L'UE soutient le nucléaire et le gaz pour sa transition énergétique



La Commission européenne, codétentrice du pouvoir exécutif de l'UE avec les États membres, a proposé [début février 2022] d'inclure le gaz et le nucléaire parmi les énergies permettant à l'UE d'effectuer sa transition énergétique. Cette transformation du modèle énergétique européen nécessite de multiples évolutions et des financements importants.

L'actualité

La Commission européenne a approuvé mercredi dernier un texte qui inclut « certaines activités des secteurs du gaz et du nucléaire » dans la taxonomie européenne pour les activités durables, soit la classification des activités économiques ayant un impact favorable dans la lutte contre le changement climatique. Cette labellisation vise à « accompagner l'économie de l'UE dans sa transition énergétique », selon le commissaire européen Valdis Dombrovskis.

L'UE s'est fixé comme objectif de parvenir d'ici 2050 à la neutralité carbone, soit l'équilibre entre les émissions de CO2 et leur élimination de l'atmosphère. La Commission européenne estime que les activités retenues « permettent de délaisser plus rapidement des activités plus polluantes, telles que les centrales à charbon ». L'objectif de la taxonomie est d'orienter les investisseurs vers « des projets et des activités économiques ayant une incidence positive notable sur le climat et l'environnement », selon la Commission européenne.

Le texte doit être approuvé par le Parlement européen et le Conseil de l'UE, qui rassemble les ministres des États membres en fonction du sujet concerné, avant une entrée en vigueur prévue le 1er janvier 2023.

La transition énergétique

Le concept de *transition énergétique* est né en Allemagne et en Autriche dans les années 1980. Dans l'UE, la transition énergétique consiste à délaisser les énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz naturel) au profit des énergies renouvelables (solaire, éolien, etc.), ainsi qu'à réduire la consommation à travers l'efficacité énergétique (amélioration de la performance des bâtiments et des technologies) et la sobriété énergétique (changement des modes de vie). **La *transition énergétique* vise à lutter contre le changement climatique, en limitant les émissions de gaz à effet de serre, et contre la pollution, par exemple celle liée aux particules fines.** Elle est l'un des volets de la transition écologique, dont les objectifs sont plus vastes (protection de la biodiversité, lutte contre les inégalités, etc.).

Donner un prix au carbone

La transition énergétique nécessite la mise en œuvre d'une politique pour transformer les comportements des ménages et des entreprises. **Si les pouvoirs publics disposent de divers outils, « l'instrument le plus efficace » est « l'instauration d'un prix unique du carbone »**, affirmait l'économiste Jean-François Oувrard dans une étude publiée en 2015.

L'UE a fait ce choix en créant en 2005 le *Seq* [pour *Système d'Echange de Quotas d'Emission de gaz à effet de serre*], un marché qui attribue aux entreprises industrielles des quotas de CO2, c'est-à-dire des permis d'émission, qu'elles peuvent acheter ou vendre entre elles. Cependant, l'OCDE, un organisme de recherche intergouvernemental, juge insuffisant le prix actuel du quota pour décarboner l'économie. Selon Jean-François Oувrard, taxer le carbone peut créer un « ***double dividende*** ».

[le terme de « ***double dividende*** »] **a été inventé par le philosophe britannique David Pearce en 1991 pour montrer que la fiscalité écologique peut procurer deux bénéfices :** une recette fiscale – permettant par exemple de réduire les déficits publics ou de subventionner la recherche et développement – et une réduction des émissions.

En 2020, les énergies renouvelables ont représenté 22 % de la consommation finale d'énergie de l'UE, contre 9,6 % en 2004, selon l'institut européen de statistiques Eurostat. L'UE a dépassé de deux points l'objectif qu'elle s'était fixé malgré la contre-performance de la France, seul pays à avoir manqué sa cible.

Les investissements nécessaires

Pour réussir sa transition énergétique, l'UE a besoin « d'un volume très important d'investissements privés », affirmait mercredi dernier la Commission européenne. En créant une taxonomie européenne, **elle espère inciter les investisseurs privés à réorienter leurs capitaux dans les activités qu'elle juge durables.**

Dans une étude publiée en juillet, la société de conseil McKinsey jugeait possible d'atteindre la neutralité carbone en 2050 à condition d'investir chaque année près de 1 000 milliards d'euros. **Elle affirmait que la moitié de ces investissements ne seraient pas rentables et devraient donc être « couverts par des financements publics ».**

Pour favoriser [les investissements publics], la Commission européenne a adopté en janvier une révision des aides d'État. Ils ont dès à présent le droit de soutenir « toutes les technologies » liées aux énergies renouvelables, aux mesures d'efficacité énergétique et à la mobilité propre. En revanche, ils ne pourront plus d'ici 2024 subventionner « les combustibles fossiles les plus polluants ».

Les métaux et minéraux critiques

Dans une étude publiée en mai, **l'Agence internationale de l'énergie (AIE)**, une organisation regroupant 30 pays parmi les plus industrialisés du monde, expliquait que **la transition énergétique entraîne « une augmentation considérable des besoins » en métaux et en minéraux critiques tels que le lithium, le nickel, le cuivre et les terres rares.** L'AIE citait l'exemple d'une installation éolienne qui utilise neuf fois plus de ressources minérales qu'une centrale au gaz. Or selon l'AIE, **« les actuels plans d'approvisionnement et d'investissement » dans ces ressources ne sont pas « prêts à accompagner des transitions énergétiques accélérées ».**

Dans un rapport publié en septembre 2020, la Commission européenne expliquait que pour la plupart des métaux stratégiques, « l'UE dépend de 75 % à 100 % des importations ». Afin de rendre son approvisionnement « plus sûr et durable », elle propose d'accroître le recyclage, c'est-à-dire d'améliorer la récupération des métaux et minéraux déjà présents dans les produits, et de soutenir des projets d'extraction sur le sol européen.

Pour aller plus loin

EN FRANCE

Dans un article publié en décembre, le magazine Reporterre, spécialisé dans les questions environnementales, s'appuie sur un rapport de l'Agence internationale de l'énergie pour **pointer un « écart massif » entre les promesses et les actes de la France concernant sa transition énergétique.**

→ Lire l'article.

ROUVRIER DES MINES

Pour sécuriser l'approvisionnement de l'UE en métaux et en minéraux stratégiques, la Commission européenne défend l'ouverture de mines sur le sol européen. Si la France est riche en ressources minières, Novethic, média spécialisé dans l'économie responsable, **explique que la plupart des projets sont abandonnés en raison de l'opposition des populations locales.**

→ Lire l'article.

Source : d'après <https://www.brief.eco/>